

Vers une dystopie supportable

Arnaud Theurillat-Cloutier

Number 323, Spring 2019

Économie. Remettre la maison en ordre

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90458ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Theurillat-Cloutier, A. (2019). Vers une dystopie supportable. *Liberté*, (323), 23–25.

Vers une dystopie supportable

Défaire la propriété, refaire le commun

ARNAUD THEURILLAT-CLOUTIER

Socialisme ou barbarie. Tel était le «dilemme» que posait Castoriadis et ses camarades en 1948. Soixante-dix ans plus tard, il faudrait plutôt dire: *barbarie supportable ou barbarie terminale*. Si le survivalisme paraissait il y a peu la lubie d'une minorité, il s'agit désormais plutôt d'en déterminer la couleur. Dépasser l'économie qui promet *liberté*, emploi et croissance – mais qui provoque inégalités, insécurités et crises écologiques – ne peut plus se faire en maintenant les promesses messianiques du confort matériel.

L'avenir derrière nous

Pour ceux qui rêvent d'une autre économie, il va falloir commencer à se le dire franchement: *il n'y en aura pas de facile*. Les illuminés de l'intelligence artificielle, les progressistes et les Steven Guilbeault de ce monde se bercent encore d'illusions en croyant que le meilleur est *devant nous*. Auschwitz, Hiroshima, Nagasaki, Tchernobyl, Bhopal, n'ont que peu ébranlé leur foi dans le progrès. Disons-le sans détour: l'avenir radieux est *derrière nous*. Non, il ne s'agit pas du nouveau slogan du Parti conservateur; ce n'est qu'une triste lucidité – dont les conservateurs sont incapables. Face aux contraintes écologiques qui pèsent sur notre futur, et qui, pour une bonne partie de l'humanité, pèsent déjà sur le présent, le déluge est non seulement à venir, il est à *côté de nous*.

Crampez-vous à la barre, nous entrons dans une époque de turbulences qui n'a plus qu'une seule certitude: l'atmosphère se réchauffe et, ce faisant, menace une à une nos conditions de vie. Dans sa chronique du 29 août 2018, Patrick Lagacé faisait de la sociologie de taverne en affirmant que la lutte contre le réchauffement climatique était perdue d'avance, qu'il valait mieux «ne pas se mentir» et qu'incidemment, ça ne valait pas la peine d'en parler. Or, contrairement à ce que suggère le chroniqueur, ce n'est pas «l'activité humaine» en général ni «l'Homme et la Femme» qui sont responsables du réchauffement climatique, mais bien l'économie capitaliste droguée à la croissance, dans laquelle tous les hommes et toutes les femmes sont bien loin d'avoir le même pouvoir. Dans ce drame annoncé, comme dans celui du *Titanic*, ce sont les pauvres, les femmes, les migrants et les malades qui couleront (et qui coulent déjà) en premier.

Pendant ce temps, une poignée d'individus de l'*overclass* regarderont les catastrophes en série (comme une série télé, justement), assis confortablement dans leur *gated community* – à l'abri des flots, des épidémies et de la souffrance humaine. Conséquences d'autant plus injustes que, n'en déplaise encore à Patrick Lagacé, ce ne sont pas «sept milliards et demi d'êtres humains» qui peuvent être tenus responsables de cette catastrophe et qui devraient «changer radicalement de mode de vie». À ce jour, ce sont quelques dizaines de corporations du charbon et du pétrole qui sont les principales responsables des bouleversements climatiques. Bien que le blâme ne soit donc pas également réparti entre les sept milliards d'humains qui peuplent le monde, cela ne change rien au fait que nous devons «faire avec» la condition climatique, et que même si nous arrêtons toutes les émissions de gaz à effet de serre dès maintenant – ce qui provoquerait, dans les conditions sociales actuelles, une crise majeure aux conséquences imprévisibles –, la planète se réchaufferait tout de même. Notre passé carbonisé pèse déjà sur notre présent et pèsera encore sur l'avenir tel un gros nuage lourd: dans le cycle du carbone, une bonne moitié des émissions de CO₂ est absorbée par les forêts et les océans, mais nous savons qu'un quart des émissions produites par la combustion des hydrocarbures va continuer à perturber le climat pendant un millénaire, sinon plus. Déjà à ce jour, les capacités d'absorption des forêts et des océans sont affaiblies, en raison, entre autres, des incendies de forêts et du réchauffement de l'eau. *Nous avons déjà fait le pas de trop*.

Alors, si vous croisez un écologiste qui se dit «optimiste», vous pouvez être sûr qu'il s'agit d'un vendeur de chars. Il faudra faire face à un climat capricieux et imprévisible, à des inondations, à des incendies, à des pénuries, à des épidémies, à des déplacements de populations et à tous les conflits que cela pourrait provoquer, surtout si c'est la version libertarienne ou fasciste du survivalisme qui s'impose. Prendre acte de cette condition suppose de faire certains deuils, de se débarrasser de l'utopie du progrès, d'accueillir parfois aussi – oui – la dépression (psychique et climatique).

Cela implique également d'admettre qu'aucun projet social ne peut aujourd'hui prétendre avec sérieux réaliser l'amélioration généralisée du confort matériel, accessible

d'un seul mouvement de notre doigt. Non seulement cette conception de la vie bonne provoque une profonde aliénation sociale, mais, de surcroît, son extension à large échelle se heurtera rapidement aux limites écologiques. Il est certes possible et surtout souhaitable d'améliorer considérablement le quotidien de la très grande majorité de l'humanité, mais il faut se faire à l'idée, bien malgré nous, que le « meilleur pour nos enfants », encore une fois, n'est plus devant nous, mais derrière. L'histoire des sociétés aurait pu ne pas nous mener sur la voie du capitalisme fossile, cet ordre social qui a trouvé dans les hydrocarbures une énergie qui lui va comme un gant et qui a, par le fait même, enterré des possibilités technologiques, car elles ne correspondaient pas à ces exigences de rendement.

Faire avec, faire sans

À la lumière de cette catastrophe scientifiquement éclairée, pourquoi ne pas simplement entonner un *requiem* pour l'humanité ? Ce serait oublier que la partie n'est pas encore complètement jouée.

Il est de plus en plus évident que nous nous acheminons vers un réchauffement planétaire de plus de 2 °C. En revanche, si l'aveuglement des grandes entreprises se poursuit, si elles s'entêtent à vouloir exploiter la valeur marchande que représentent toutes les réserves de pétrole, de gaz et surtout, de charbon, cela pourrait *théoriquement* nous porter vers une augmentation de 16 à 25 °C. « Théoriquement », car elles seraient évidemment incapables de valoriser assez rapidement ces ressources avant d'être littéralement cuites, nous cuisant tous par le fait même – pour une rare fois de manière égalitaire, sans distinction de classe, d'origine, de genre ou d'orientation sexuelle.

L'insistance toute caractéristique de notre époque sur la modification des comportements (le « zéro déchet », la consommation « responsable », le tourisme « écologique », etc.) tend à renforcer l'idée que nous serions tous individuellement responsables, en tant que consommateurs, de la survie de l'humanité. Il faut reconnaître une part de vérité à ce mensonge. Paradoxalement, tout ce qu'il est possible de faire pour combattre ce titan, même les petites choses du quotidien, revêt effectivement une importance significative : tandis qu'il pouvait paraître plutôt abstrait et incertain de s'imaginer pouvoir contribuer à bloquer la réalisation du réchauffement climatique *avant son amorce*, maintenant que nous avons atteint un point de non-retour, nous avons l'assurance que chacune de nos actions importe bel et bien pour amortir la catastrophe.

Malgré cela, établir une économie post-hydrocarbures ne se fera pas simplement en prenant son vélo pour aller au bureau. Pour se libérer de la contrainte capitaliste de la croissance, il nous faut repenser complètement l'organisation de la production et de la circulation des biens et services. Au préalable, cela suppose d'exorciser l'économie en tant que

discipline scientifique. Malheureusement inscrite sur le spectre de l'autisme en raison de son homogénéité idéologique, l'économie pourra commencer à retrouver ses lettres de noblesse lorsqu'elle traitera de charlatans les économistes qui ne parlent jamais de *l'oikos*, de la demeure terrestre que nous habitons tous et qui nous habite. Toute économie sérieuse doit considérer les rapports sociaux et les flux biophysiques qu'implique la satisfaction des besoins, et ce, sans les réduire à leur valeur monétaire.

Nous ne pourrions toutefois pas attendre la révolution dans les départements universitaires d'économie pour engager les mesures d'exception qui s'imposent. Fermer les centrales au charbon, laisser le pétrole sous nos pieds, considérer le schiste comme une frontière politique infranchissable, abandonner le gaz au magma de la terre ne constituent pas des priorités politiques : ce sont les conditions d'existence de toute politique future, de toute humanité future et, incidemment, de toute nouvelle économie. Toute contribution à la réalisation de ce plan d'urgence vaudra immensément plus que n'importe quel achat d'aliment bio ou de supposée voiture « verte ». Agir politiquement, désobéir civilement, voter, c'est beaucoup plus qu'acheter.

Libérer les échanges du capital transnational

Peu importe les énergies de substitution, les impératifs d'une économie enfin libérée de la compulsion de la croissance exigeront de réduire les échanges transocéaniques. Le fait d'expédier des tomates sur 5000 km par bateau au mazout devrait déjà être considéré comme un crime écologique et social. Oui, crime social, puisque la mondialisation des échanges ne repose pas seulement sur la faible valeur marchande du transport par conteneurs standardisés, mais aussi et surtout – grâce aux divers traités de « libre-échange » pour multinationales capitalistes – sur un vaste mouvement de *dumping social* ayant pour effet, dans les pays du Sud, d'exploiter les ouvriers, alors qu'il permet, dans les pays du Nord, d'exercer un chantage fiscal au nom de la loi divine de la « compétitivité ».

Cette concurrence internationale a pour effet tendanciel de transformer tous les États en législations de complaisance, pour reprendre l'expression d'Alain Deneault. Imaginer une nouvelle économie devrait ainsi commencer par lui redonner son caractère éminemment politique. Il faut que les institutions démocratiques, présentes et à venir, reprennent le contrôle sur le Béhémot-Capital, lui brisent l'échine pour nous libérer de ses chaînes transnationales. Cela devrait d'abord passer par une nécessaire relocalisation de la production, permettant de réduire la consommation énergétique liée aux transports, tout en redonnant un levier de pouvoir au parti du travail. On peut en effet considérer le rapatriement de certains secteurs de production comme une occasion double, celle de renverser le rapport de force en faveur des travailleurs et des travailleuses autant que celle de démocratiser l'organisation de l'économie.

Le Québec peut-il être complètement autosuffisant? Peut-être pas. Mais cela ne devrait pas nous empêcher de prendre pour étoile polaire ce principe d'autosuffisance. À cette perspective pourrait alors être adjoints d'autres critères présidant aux échanges internationaux. Au principe de la souveraineté du Capital sur les États pourrait être opposé un principe d'échanges internationaux reposant sur l'émulation écologique et sociale. Inspiré par les idées du philosophe le plus engagé du Québec, nous pourrions l'appeler le *principe Deneault* et il pourrait se lire comme ceci: *Dans la mesure où nos besoins ne peuvent être satisfaits à l'intérieur des frontières nationales, nous importerons des biens issus uniquement de pays où sont respectées de manière stricte des normes écologiques et sociales au moins équivalentes à celles que nous imposons souverainement sur notre territoire.* Combiné à une politique de solidarité internationale sérieuse et non impérialiste, ce principe pourrait contribuer à nous sortir de la schizophrénie sociale de la « société d'externalisation », cette société qui, comme l'a très synthétiquement exposé l'Allemand Stephan Lessenich, nous permet d'accepter l'importation de marchandises produites par des travailleuses et des travailleurs au péril de leur vie et dans des conditions écologiquement insoutenables, tout en refusant à l'intérieur de nos frontières ces mêmes conditions. Par ailleurs, cela pourrait également constituer un point d'appui pour les luttes syndicales des pays avec qui nous aurions des échanges, de même que pour nous inciter, localement, à prendre pour modèles les pays où règnent les meilleures conditions écologiques et sociales de production.

Bibliothiser l'économie

Nous ne pourrions véritablement prendre les mesures qui s'imposent pour freiner le train climatique, relocaliser l'économie et combattre la généralisation de la complaisance dans les États souverains sans porter atteinte au principe de la propriété privée. Il est impossible d'enrayer la logique d'accumulation monétaire à la source de la crise écologique et de nombre de nos crises sociales sans toucher à cette vache sacrée du Capital. Et force est d'admettre que cela ne se négociera pas calmement sur un terrain de golf...

Ce droit d'exclure de l'usage, de déposséder et de forcer à la mise en marché, ce droit d'*ab-user* des lois naturelles et des mœurs sociales, ce droit d'acheter et d'aliéner n'a jamais eu de fondement *de jure* et n'en a pas plus aujourd'hui. Imposé au travers d'une histoire écrite « dans les annales de l'humanité en caractères de sang et de feu », comme le disait Marx, le droit de privatiser ce qui est commun constitue aujourd'hui une menace à l'équilibre socio-écologique. Faudrait-il alors tout étatiser et ainsi menacer la « liberté »? Le néomaccarthysme du sens commun libéral (voire libertarien), servi entre autres à Québec solidaire lors de la dernière campagne électorale, nous empêche de penser la socialisation de l'économie sous d'autres formes que la propriété de l'État et de son appareil hiérarchique et bureaucratique. Pourtant, à

travers le monde se déploient déjà des projets qui prennent la forme de communs, ces institutions dont parlent Pierre Dardot et Christian Laval et qui permettent aux communautés de satisfaire leurs besoins en se gouvernant de manière démocratique, tout en préservant les conditions de la vie humaine sur terre.

Le Québec aussi fourmille d'initiatives inspirantes qui réinventent les rapports socio-écologiques. Je pense par exemple à la bibliothèque d'outils *La Remise*, installée dans le quartier Villeray, à Montréal. Partager des lieux et des outils comme des savoirs, ce qui permet de diminuer sa consommation individuelle tout en retissant des liens sociaux et en favorisant la débrouillardise, tels sont déjà les effets de ce vivier coopératif. La bibliothèque, comme forme institutionnelle, recèle des principes susceptibles de nous émanciper de l'accumulation capitaliste et de sa logique d'accélération délétère: droit d'usage non exclusif et limité de manière temporelle et quantitative, impossible thésaurisation, coresponsabilisation des usagers (dans la mesure où ceux-ci sont impliqués dans l'établissement des règles d'usages), socialisation (et par le fait même diminution) de la consommation. Bien sûr, pour être porteuses de changements structurels à une vaste échelle, ces formes de partage devraient être largement encouragées par les institutions publiques, et non pas laissées aux seules initiatives parcellaires.

Après les bibliothèques de livres, d'outils, de jeux, de films, les habitations coopératives, les jardins communautaires ou collectifs, les vélos en libre-service, pourquoi ne pas envisager des bibliothèques de pièces électroniques, de matériaux de construction, de textiles, de plantes ou d'autres choses encore? Les économistes autoproclamés riraient assurément d'une telle proposition, en faisant valoir qu'il est impossible de partager de telles choses, « par essence » exclusives dans leur usage. Mais ce serait réaffirmer la rareté produite par la privatisation que de leur donner raison, tandis qu'il est plus que temps de penser, comme le suggèrent les sages autochtones, notre rapport à la terre et à la société comme un rapport de dette non monnayable, comme un nécessaire devoir de partage de ce qui n'appartient à personne et appartient à tous en commun, comme un droit d'usage mais pas de propriété. Se priver du droit de privatiser pour garantir la suite du monde, est-ce vraiment un si mauvais marché?

Peut-être alors que la *bibliothisation* de l'économie pourra rendre la dystopie qui s'installe au-dessus de nos têtes un peu plus supportable. (L)

♦ **Arnaud Theurillat-Cloutier** est enseignant de philosophie et doctorant en sociologie.